

Monsieur le Président,

L'avenir des Finances publiques et celui de la fonction publique en général vient d'être très sérieusement remis en cause par le gouvernement avec son projet d'Action Publique 2022. En fait, il s'agit d'une véritable attaque sans précédent contre les fonctionnaires et la fonction publique. Le gouvernement nous a réellement mis devant le fait accompli.

Après les réformes du droit du travail et des impôts sur le capital, la dernière d'entre elles - et pas la moins importante - a été lâchée jeudi par Gérard Darmanin. À l'issue du premier comité interministériel de la transformation publique (CITP), le ministre de l'Action et des Comptes publics a en effet annoncé que l'État allait lancer un inédit «plan de départs volontaires» dans la fonction publique. Cette nouvelle survient de surcroît dans un contexte très tendu. La colère des gardiens de prison n'est pas complètement éteinte. Les agents travaillant dans les maisons de retraite se sont mis en grève, mardi, pour dénoncer leurs mauvaises conditions de travail. Dans l'ensemble de la fonction publique d'État, la grogne couve depuis de très nombreux mois sur fond de gel du point d'indice, de socle de la rémunération du fonctionnaire, et du rétablissement du jour de carence en cas d'absence.

Fort de ses certitudes, le gouvernement a dévoilé quelques pans de sa politique concernant la Fonction Publique

Le programme est :

- ❶ Un recours massif aux contractuels,
- ❷ Le développement de la rémunération au mérite,
- ❸ La simplification des instances représentatives des personnels,
- ❹ L'accompagnement des départs et des reconversions dans la Fonction Publique, à l'occasion des fermetures de service.

Cet ensemble de modifications se base sur une opinion négative et infondée de la Fonction Publique. Ce n'est pas parce qu'un gouvernement n'aime pas la Fonction Publique qu'elle ne marche pas bien. Point d'indice bloqué, jour de carence, report de PPCR, CSG à peine compensée, les dirigeants actuels montrent leur hostilité à la Fonction Publique comme aux retraités.

Désinvoltes à notre égard, ils préfèrent l'affrontement qu'ils se croient sûrs de remporter, plutôt que le dialogue social. Mais, rien n'est jamais gagné d'avance .

Au niveau local, les collègues sont toujours aussi inquiets sur leur avenir. En effet, si vous avez bien prévu un CTL sur les restructurations, la date du 22 mai est vraiment trop tardive. Le problème des emplois vacants qui sont compensés par la présence des ALD provoquent un grand nombre de questions sans réponses sur les futures mutations. Pour finir, la mise en place du PAS, la réforme de la taxe d'habitation, la perte de certaines missions des géomètres sont autant de sujets graves et complexes qui ne font que démobiliser et démotiver nos collègues.

Nous vous remercions pour votre attention.

Les représentant(e)s de l'Alliance UNSA / CFTC

| | | |
|----------------------|------------|----------------------|
| Jean-François WAILLE | Titulaire | Trésorerie de Beuvry |
| Gabriel GAILLARD | Titulaire | E D R 62 |
| Martine HENNEQUIN | Suppléante | D D Fi P 62 |
| Christine DUVAL | Experte | PCE Arras-Diderot |
| Betty Martel | Experte | SIP Saint-Omer |